

bénéficiaires (inférieures à 2,50 % de leurs chiffres d'affaires, contre 4 à 12 % aux Etats-Unis, et 1 à 7 % en Allemagne), réside, de toute évidence, dans la taille insuffisante des entreprises.

Sur les 500 plus grandes Sociétés mondiales, 300 sont américaines, et 23 seulement sont françaises. Pour les entreprises de construction électrique et électronique, les 4 plus grandes Sociétés mondiales sont américaines, pour l'automobile les 3 premières ; pour la chimie, la prédominance américaine est très nette, avec celle de la Grande-Bretagne et de l'Allemagne. Dans presque aucun secteur-clé, la taille des entreprises françaises n'est comparable à celle des entreprises des autres pays capitalistes développés.

— Le taux de concentration, dans l'industrie française, est plus faible qu'en Allemagne. Certes, il semblerait que la taille des petites et moyennes entreprises soit plus élevée en France qu'en Allemagne, mais les P.M.E. allemandes sont beaucoup plus intégrées aux grandes entreprises (travail de sous-traitance, etc.), qu'en France, et sont donc beaucoup moins le reflet de structures industrielles archaïques ;

b) Par ailleurs, une autre manifestation du caractère archaïque des structures du capitalisme français, est la part relative de l'agriculture dans la production totale (20 % de la population active travaille dans l'agriculture, chiffre très largement supérieur à ceux des autres pays capitalistes développés), et à l'intérieur même du secteur agricole, la part relativement importante du secteur non capitaliste (la moitié de la population rurale ne produit que 1/5 de la production agricole totale) : ce dernier phénomène explique d'ailleurs la très forte inégalité dans la répartition des revenus, inégalité accentuée par le fait que tout en représentant 20 % de la population active, la population agricole ne reçoit que 9 % du revenu national.

— Pour plus de détails, cf. Annexe 2.

L'existence, de nos jours, plus importante de « structures archaïques » dans le capitalisme français, par rapport aux autres pays capitalistes développés, qui fait du capitalisme français un maillon faible de la chaîne impérialiste, ne doit pas masquer le fait suivant : depuis 1958, une partie du patronat français (le grand capital), a essayé de réagir, d'accroître la taille des entreprises notamment.

La nécessité historique de bouleverser les structures en faveur du grand capital, s'est faite de plus en plus pressante pour le régime gaulliste. Mais la spécificité de la situation économique française (« structures archaïques »), les tentatives de surmonter ces difficultés ont exacerbé les contradictions.

II — LES EFFORTS DU GRAND CAPITAL ET LES INTERVENTIONS DE L'ETAT GAULLISTE

A — Les efforts du patronat pour « concentrer » l'industrie française, et pour augmenter la taille des entreprises, se reflètent dans l'évolution des structures et de la politique du C.N.P.F. : centralisation accrue qui tend :